



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/CN.4/L.505
12 mai 1995

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Quarante-septième session
Genève, 2 mai - 21 juillet 1995

PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE DE L'HUMANITE

Proposition de M. Vargas Carreño

Article 21

Violations systématiques ou massives des droits de l'homme

1. Tout agent ou représentant d'un Etat, ou tout particulier agissant avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment d'un Etat, qui commet ou ordonne que soit commis d'une manière systématique ou massive l'un quelconque des actes ci-après :

a) L'homicide intentionnel;

b) La disparition forcée de personnes. Aux fins du présent code, la disparition forcée s'entend de la privation illégitime de liberté imposée à une personne, sous quelque forme que ce soit, suivie d'une absence d'informations ou d'un refus d'admettre ladite privation de liberté ou de donner des renseignements sur le lieu où se trouve la personne, empêchant par là qu'elle exerce tous ses droits; 1/

1/ La Convention interaméricaine sur les disparitions forcées, adoptée à Belen do Parà (Brésil) au mois de juin 1994, définit la disparition forcée en son article 2 dans les termes suivants : "Aux fins de la présente convention, la disparition forcée s'entend de la privation de liberté d'une ou de plusieurs personnes, sous quelque forme que ce soit, commise par des agents de l'Etat ou par des personnes ou des groupes de personnes agissant avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de l'Etat, suivie d'une absence

c) La torture

sera, une fois reconnu coupable de cet acte, condamné à ...

2. Tout agent ou représentant d'un Etat qui, dans l'exercice de ses fonctions, participe à l'adoption de dispositions ou de mesures législatives, exécutives, administratives ou de toute autre nature qui, de jure ou de facto, engendrent :

a) La mise ou le maintien de personnes en état d'esclavage, de servitude ou de travail forcé;

b) L'institutionnalisation de la discrimination raciale;

c) La déportation ou le transfert forcé de populations pour des motifs sociaux, politiques, raciaux, religieux ou culturels, sera, une fois reconnu coupable de cet acte, condamné à ...

1/ (...suite)

d'informations ou d'un refus d'admettre ladite privation de liberté ou de donner des renseignements sur le lieu où se trouve la personne, empêchant ainsi celle-ci d'exercer les recours légaux et de bénéficier des garanties procédurales."

La Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1992 par la résolution 47/133 dit quant à elle ceci dans son préambule :

"Profondément préoccupée de constater que, dans de nombreux pays, des disparitions forcées ont lieu, souvent de façon persistante, en ce sens que des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées contre leur volonté ou privées de toute autre manière de leur liberté par des agents du gouvernement, de quelque service ou à quelque niveau que ce soit, par des groupes organisés ou par des particuliers, qui agissent au nom du gouvernement et avec son appui direct ou indirect, son autorisation ou son assentiment, et qui refusent ensuite de révéler le sort réservé à ces personnes ou l'endroit où elles se trouvent ou d'admettre qu'elles sont privées de liberté, les soustrayant ainsi à la protection de la loi,".